

# EXAMEN À MI-PARCOURS

## PROGRAMME FEDER-FSE+ BOURGOGNE FRANCHE- COMTE MASSIF DU JURA 2021/2027



L'Europe  
au cœur de  
**vos projets**

Validation prévue en comité de suivi le 18  
mars 2025

### Règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil - Article 18

1. Pour les programmes soutenus par le FEDER, le FSE+, le Fonds de cohésion et le FTJ, l'État membre procède à un examen de chaque programme [...]

2. Pour chaque programme, l'État membre présente à la Commission, au plus tard le 31 mars 2025, une évaluation des résultats de l'examen à mi-parcours, comprenant une proposition relative à l'affectation définitive du montant de la flexibilité visé à l'article 86, paragraphe 1, deuxième alinéa.

3. Si cela est jugé nécessaire à l'issue de l'examen à mi-parcours du programme ou lorsque de nouveaux défis ont été recensés en application du paragraphe 1, point a), l'État membre soumet à la Commission l'évaluation visée au paragraphe 2, accompagnée du programme modifié.

*Les révisions comprennent:*

- a) les ressources financières allouées par priorité;*
- b) des valeurs cibles révisées ou nouvelles;*
- c) les contributions à verser, le cas échéant, au programme InvestEU par Fonds et par catégorie de région.*

*La Commission approuve le programme révisé conformément à l'article 24, y compris l'affectation définitive du montant de la flexibilité.*

**4. Lorsque, à la suite de l'examen à mi-parcours, l'État membre considère qu'il n'est pas nécessaire de modifier le programme, la Commission:**

*a) adopte, dans les trois mois suivant la présentation de l'évaluation visée au paragraphe 2, une décision confirmant l'affectation définitive du montant de la flexibilité; ou*

*b) demande à l'État membre, dans les deux mois suivant la présentation de l'évaluation visée au paragraphe 2 du présent article, de soumettre un programme modifié conformément à l'article 24.*

**5. Jusqu'à l'adoption de la décision de la Commission confirmant l'affectation définitive du montant de la flexibilité, ledit montant n'est pas disponible pour la sélection des opérations.**

**6. La Commission établit un rapport sur le résultat de l'examen à mi-parcours et le soumet au Parlement européen et au Conseil d'ici la fin de 2026.**

## L'EXAMEN À MI-PARCOURS : SOURCE RÉGLEMENTAIRE

### CONTENU DE L'EXAMEN MI-PARCOURS

Il doit prendre en compte :

- a) les nouveaux défis recensés dans les **recommandations par pays** pertinentes adoptées en 2024 ;
- b) les **progrès accomplis** dans la mise en œuvre **du plan national intégré en matière d'énergie et de climat**, le cas échéant ;
- c) les **progrès accomplis** dans la mise en œuvre des principes du **socle européen des droits sociaux** ;
- d) la **situation socioéconomique** de l'État membre ou de la région concernés, une attention particulière étant accordée aux besoins territoriaux, compte tenu de toute évolution financière, économique ou sociale négative majeure ;
- e) les principaux **résultats des évaluations** pertinentes ;
- f) les **progrès accomplis dans l'obtention des valeurs intermédiaires**, compte tenu des éventuelles difficultés majeures rencontrées dans la mise en œuvre du programme ;
- g) pour les programmes soutenus par le FTJ, l'évaluation effectuée par la **Commission**, conformément à l'article 29, paragraphe 1, point b), du règlement (UE) 2018/1999.

## PRISE EN COMPTE DE STEP

### RAPPEL : ÉLÉMENTS RÉGLEMENTAIRES ET DE CALENDRIER STEP

Les programmes introduisant exclusivement une modification liée STEP sont exemptés d'examen à mi-parcours, si :

- La demande de modification est soumise **avant le 31 août 2024** ;
- La totalité du montant de la flexibilité est allouée aux objectifs STEP\*.

\*Si la totalité du montant de la flexibilité n'est pas alloué aux objectifs STEP, l'exemption ne porte que sur les priorités concernées et l'examen à mi-parcours a lieu pour le restant du programme.

**L'examen à mi-parcours doit avoir lieu conformément au calendrier initial du 31 mars 2025 si :**

- Le montant de la flexibilité n'est que partiellement réalloué aux objectifs STEP ;
- La nouvelle priorité STEP utilise des ressources extérieures au programme.

**Calendrier :** adoption par la Commission **en 2 mois** SI l'amendement du programme concerne exclusivement des investissements alignés sur les objectifs STEP et est introduit **avant le 31 août 2024**. Toute transmission de programme modifié après le 31 août ne pourra pas bénéficier de l'exemption d'examen à mi-parcours, ni du délai d'examen de 2 mois par la Commission ;

# SOMMAIRE

1. **LES NOUVEAUX DÉFIS RECENSÉS DANS LES RECOMMANDATIONS PAR PAYS PERTINENTES ADOPTÉES EN 2024**
2. **LES PROGRÈS ACCOMPLIS DANS LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN NATIONAL INTÉGRÉ EN MATIÈRE D'ÉNERGIE ET DE CLIMAT**
3. **LES PROGRÈS ACCOMPLIS DANS LA MISE EN ŒUVRE DES PRINCIPES DU SOCLE EUROPÉEN DES DROITS SOCIAUX**
4. **LA SITUATION SOCIOÉCONOMIQUE DE LA RÉGION CONCERNÉE**
5. **LES PRINCIPAUX RÉSULTATS DES ÉVALUATIONS PERTINENTES**
6. **LES PROGRÈS ACCOMPLIS DANS L'OBTENTION DES VALEURS INTERMÉDIAIRES**
7. **POUR LES PROGRAMMES SOUTENUS PAR LE FTJ, L'ÉVALUATION EFFECTUÉE PAR LA COMMISSION**
8. **AFFECTATION DÉFINITIVE DU MONTANT DE LA FLEXIBILITÉ**

# 1. LES NOUVEAUX DÉFIS RECENSÉS DANS LES RECOMMANDATIONS PAR PAYS PERTINENTES ADOPTÉES EN 2024 ARTICLE 18(1) (A)

## 7. PRISE EN COMPTE PAR LE PROGRAMME DES RECOMMANDATIONS PAYS *(Mid-Term review Tool Box)*

L'utilisation des fonds UE doit mieux s'articuler avec l'exercice du semestre européen et les priorités d'investissement recommandées dans les Rapports. En règle générale, l'utilisation des fonds UE doit mieux s'articuler avec l'exercice du semestre européen et les priorités d'investissement recommandées dans les Rapports pays (cf. Rapport pays France de 2019).

Dans ce contexte, le défi majeur recensé est de soutenir plus directement les investissements liés aux réformes structurelles prioritaires pour la France et à fort impact régional. Concernant le FEDER, selon la recommandation du Conseil, il serait nécessaire d'axer la politique économique en matière d'investissements sur : la recherche et l'innovation (tout en améliorant l'efficacité des dispositifs d'aide publique, dont les systèmes de transfert de connaissances), les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et les interconnexions avec le reste de l'UE, en tenant compte des disparités territoriales.

Concernant le FSE+, le Conseil recommande à la France de favoriser l'intégration de tous les demandeurs d'emploi sur le marché du travail pour garantir l'égalité des chances.



## 7. PRISE EN COMPTE PAR LE PROGRAMME DES RECOMMANDATIONS PAYS (*Mid-Term review Tool Box*)

### Objectif stratégique 1 : Une Europe plus intelligente

Rendre **plus attractives les activités de recherche, de développement et d'innovation** au niveau régional, notamment en développant les écosystèmes régionaux d'innovation et les **compétences stratégiques** et en attirant les talents

Des orientations actuelles en conformité avec les Recommandations Pays, avec 15 % des crédits UE FEDER affectés à l'OS 1.1 et la mise en place des types d'actions suivants :

Soutien aux projets de recherche collaboratifs dans les domaines de la stratégie de spécialisation intelligente qu'ils soient publics/privés ou publics/publics, soutien de la structuration de la recherche en lien avec la RIS3 et soutien aux projets innovants portés par les entreprises

Une dynamique de programmation active sur la R&D et les projets collaboratifs puisqu'au 31/12/2024, 14 dossiers ont été programmés pour un montant UE de 36,6 M€ soit 46,6 M€ de coût total représentant 63 % de la maquette UE dédiée.

Il est prévu que 12 entreprises bénéficient d'un soutien représentant un montant attendu d'investissement privé de plus de 4M€ (83 333,36 € déjà réalisés). Il est également attendu la création de plus de 90 emplois et la mobilisation de plus de 750 chercheurs (en raison notamment d'un projet ambitieux).

Cette priorité dispose d'un vivier dynamique puisque 135 dossiers sont actuellement en cours de traitement et représentant un taux de programmation UE global projeté de 141% (données brutes avant instruction).

En raison d'un vivier très dynamique et du succès de l'appel à projets « recherche collaborative », dès 2024, des mesures ont été fermées (fiches actions « entreprises innovantes » et « infrastructures et équipements de recherche »).

Le soutien par voie d'instrument financier prévu initialement au programme n'a pas été mis en œuvre ; à ce stade et, afin d'assurer l'absorption des dossiers déposés, son ouverture n'est pas envisagée.

## 7. PRISE EN COMPTE PAR LE PROGRAMME DES RECOMMANDATIONS PAYS *(Mid-Term review Tool Box)*

### Objectif stratégique 1 : Une Europe plus intelligente

**Favoriser la compétitivité** en levant les obstacles réglementaires, les barrières à la concurrence dans les services afin d'améliorer leur productivité

**Améliorer l'environnement des entreprises** grâce à des procédures administratives simplifiées

Des orientations actuelles en conformité avec les Recommandations Pays avec 20 % des crédits FEDER affectés à l'OS 1.3 et la mise en place des types d'actions suivants : soutien aux investissements stratégiques des PME et soutien à l'accès au financement des Petites et Moyennes Entreprises (PME).

Cet OS est actuellement le plus dynamique du Programme avec d'une part, un soutien en subvention directe via le FEDER aux investissements immatériels et matériels productifs des PME afin de contribuer au renforcement de la croissance et de la compétitivité des PME. Ce soutien permettra aux PME du territoire Bourgogne-Franche-Comté de franchir des caps décisifs dans leur développement et leur croissance afin de pérenniser leur activité et favoriser un rayonnement national et international et d'autre part, d'un soutien en Ingénierie financière.

Au 31/12/2024, 45 dossiers ont été programmés pour un montant UE de 58 M€ soit 87M€ de coût total représentant 75 % de la maquette UE dédiée. Il est attendu le soutien à plus de 1300 entreprises (21 déjà comptabilisées parmi lesquelles 19 déclarent un chiffre d'affaires plus élevé à l'issue du projet) dont plus de 1260 pour l'outil d'ingénierie financière OSER en Bourgogne-Franche-Comté (opération d'importance stratégique). Ces 1300 entreprises devraient permettre la mobilisation de 28,7M€ d'investissements privés (près de 15M€ déjà valorisés). Plus de 29 emplois ont été créés sur les 116 attendus au sein des opérations programmées.

En raison d'un vivier très dynamique, dès 2023, la Fiche action « compétitivité des PME » a été fermée afin de permettre la résorption des dossiers déposés.

## 7. PRISE EN COMPTE PAR LE PROGRAMME DES RECOMMANDATIONS PAYS *(Mid-Term review Tool Box)*

### Objectif stratégique 1 : Une Europe plus intelligente

**Favoriser la compétitivité** en levant les obstacles réglementaires, les barrières à la concurrence dans les services afin d'améliorer leur productivité

**Améliorer l'environnement des entreprises** grâce à des procédures administratives simplifiées

Le Dispositif Instrument Financier Bourgogne Franche-Comté (OSER BFC) est un fonds de participation de nouvelle génération. OSER BFC est exclusivement financé par la Région par le biais de ses ressources du Fonds européen de développement régional (FEDER), contribuant ainsi à atteindre l'objectif politique de l'UE pour « une Europe plus compétitive et plus intelligente ». À ce titre, il vise à mobiliser environ 400 millions d'euros de financement en faveur d'environ 1200 à 1800 PME établies ou opérant dans la région BFC. Ce dispositif a pour objectif de déployer deux instruments financiers :

- ⇒ Une garantie de portefeuille à première perte (FLPG) pour les prêts des PME ;
- ⇒ Un instrument de co-investissement en fonds propres pour renforcer les fonds propres des PME.

Les outils d'OSER Bourgogne-Franche-Comté facilitent un accès à l'emprunt bancaire et permettent un renforcement des capacités financières pour les TPE et PME de Bourgogne-Franche-Comté.

## 7. PRISE EN COMPTE PAR LE PROGRAMME DES RECOMMANDATIONS PAYS (*Mid-Term review Tool Box*)

### Objectif stratégique 1 : Une Europe plus intelligente

**Favoriser la compétitivité** en levant les obstacles réglementaires, les barrières à la concurrence dans les services afin d'améliorer leur productivité  
**Améliorer l'environnement des entreprises** grâce à des procédures administratives simplifiées

Au vu des constats opérés ci-dessus et des perspectives de programmation, l'autorité de gestion propose l'affectation définitive du montant de la flexibilité de cette priorité.

## 7. PRISE EN COMPTE PAR LE PROGRAMME DES RECOMMANDATIONS PAYS *(Mid-Term review Tool Box)*

### Objectif stratégique 1 : Une Europe plus intelligente

Renforcer la **capacité de numérisation et d'innovation des entreprises**, en particulier dans les régions en développement

Des orientations actuelles qui couvrent les défis identifiés dans les Recommandations pays, tout en répondant à un besoin plus large en termes de développement numérique dans les différents secteurs, avec 7% des crédits FEDER affectés à l'OS 1.2 : soutien à la transformation numérique des entreprises, aux projets e-tourisme et e-culture, e-care (e-santé, maintien à domicile et télémédecine), e-gouvernement (e-administration & e-citoyen), e-formation, e-orientation & e-inclusion et e-mobilité.

Au 31/12/2024, 10 dossiers ont été programmés pour un montant UE de 18 M€ soit 31M€ de coût total représentant 66% de la maquette UE dédiée. L'OS 1.2 atteste donc d'une dynamique de programmation très positive avec une concentration des crédits en faveur du développement des usages numériques et en optant pour un panel thématique large afin de ne pas contraindre les actions / initiatives.

Les projets programmés prévoient le développement de produits et processus numériques pour les entreprises pour plus de 4,2M€ (884 507 € réalisés) et à destination de plus de 220 000 usagers (53 705 déjà valorisés).

Les projets programmés prévoient le développement de produits et processus numériques pour 9 structures publiques (4 réalisées) à destination de plus de 3,3M usagers (plus de 3M déjà valorisés). Cette priorité a également permis la mise en œuvre de deux opérations stratégiques importantes : l'EDIH et le MOGIGO.

Au vu des constats opérés ci-dessus et des perspectives de programmation, l'autorité de gestion propose l'affectation définitive du montant de la flexibilité de cette priorité.

## 7. CONTRIBUTION DU PROGRAMME AUX RECOMMANDATIONS PAYS

### Objectif stratégique 2 : une Europe plus verte et à faibles émissions de carbone

**Progresser sur la voie des priorités qui contribuent à la transition écologique,** en mettant l'accent sur la mise en œuvre de **mesures d'efficacité énergétique**  
Soutenir les investissements dans la transition écologique en promouvant la **rénovation des bâtiments**

Des orientations qui privilégient la rénovation énergétique des bâtiments, avec 16,3 % des crédits FEDER affectés à l'OS 2.1 sur les types d'actions suivants : soutien aux projets visant à améliorer l'efficacité énergétique et soutien aux projets de bâtiments démonstrateurs/exemplaires.

Au 31/12/2024, 33 dossiers ont été programmés pour un montant UE de 14 M€ soit 49 M€ de coût total représentant 23 % de la maquette UE dédiée.

Il est prévu la rénovation énergétique de plus de 2470 logements dont 62 déjà réalisés et comptabilisés, près de 8774 m<sup>2</sup> de bâtiments publics permettant au global une économie énergétique primaire de plus de 13 320 Mwh/an et une réduction des émissions de gaz à effet de serre de plus de 2920 tonnes de CO<sub>2</sub> eq/ an.

Cet OS comprend un vivier de dossier très conséquent (déposés, en cours d'instruction) permettant d'anticiper une consommation de l'intégralité de l'enveloppe eu égard aux besoins de rénovation énergétique en Bourgogne-Franche-Comté

Une programmation qui s'inscrit pleinement dans les Recommandations Pays.

En continuité des efforts de simplification engagés par rapport à la génération 2014-2020, une option de coûts simplifiés a été mise en place en 2024 concernant le soutien à la rénovation du parc des logements sociaux ; une autre est actuellement en cours, permettant le calcul forfaitaire de l'assiette éligible au FEDER (validation définitive par l'autorité nationale d'Audit des fonds européens attendue semaine du 10/3/2025) sur la rénovation des bâtiments exemplaires (choix concerté avec la direction métier (transition énergétique) de recentrer le soutien du FEDER sur la seule rénovation, compte tenu des besoins conséquents liés aux actuelles « passoires thermiques » notamment dans les bâtiments d'enseignement public).

## 7. CONTRIBUTION DU PROGRAMME AUX RECOMMANDATIONS PAYS

### Objectif stratégique 2 : une Europe plus verte et à faibles émissions de carbone

Progresser sur la voie des priorités qui contribuent à la **transition écologique**, en mettant l'accent sur la **production d'énergies renouvelables**, le **développement de systèmes énergétiques intelligents**

Accélérer le déploiement des **énergies renouvelables et des technologies de stockage correspondantes**

Des orientations qui privilégient la production des énergies renouvelables, avec 8,9 % des crédits FEDER affectés à l'OS 2.2 avec les types d'actions suivants : soutien aux investissements dans les équipements de production d'énergies renouvelables, aux investissements dans les équipements de conversion de vecteurs énergétiques (hydrogène renouvelable provenant directement d'énergies renouvelables ou bas carbone, méthanisation, pyrogazéification, etc...), accompagnement et animation de projets en faveur des énergies renouvelables

Au 31/12/2024, 24 dossiers programmés pour 7M€ de fonds UE représentant un coût total de 31M€ soit un taux de programmation de 20% de l'enveloppe dédiée. Ces projets programmés visent une capacité supplémentaire de production d'énergie renouvelable de 11,47Mw représentant une capacité opérationnelle supplémentaire installée de 9,90 Mw.

*Un niveau d'avancement en retrait sur l'OS 2.2 Constat d'un manque de maturité des projets sur l'hydrogène à court terme. Des dossiers en instruction / déposés (30) permettant d'escompter une consommation de 19,75 M€ FEDER pour une maquette de 34 M€*

Une programmation qui a connu des freins mais qui s'inscrit pleinement dans les orientations des Recommandations Pays.

La revue de performance est l'occasion de se réinterroger sur la stratégie liée à l'hydrogène et de proposer une modification de programme permettant notamment de cofinancer des projets de fabrication d'équipements portés par des entreprises.

## 7. CONTRIBUTION DU PROGRAMME AUX RECOMMANDATIONS PAYS

### Objectif stratégique 2 : une Europe plus verte et à faibles émissions de carbone

Progresser sur la voie des priorités qui contribuent à la **transition écologique**, en mettant l'accent sur **l'adaptation au changement climatique**

Des orientations qui privilégient une meilleure préservation de toutes les composantes de la biodiversité avec 5,1 % des crédits FEDER affectés à l'OS 2.7 sur les types d'actions suivants :

- Soutenir les projets visant à préserver et reconquérir la biodiversité
- Accompagner l'animation et l'ingénierie des grands projets de sauvegarde de la biodiversité (corridors et réservoirs des trames écologiques)

Au 31/12/2024, 24 dossiers ont été programmés pour un montant UE de 4,5M€ soit 12M€ de coût total représentant 23% de la maquette UE dédiée. Ces projets visent le soutien à 22 stratégies en faveur de la biodiversité et 281 hectares de surface soutenue (3 stratégies déjà valorisées et 71 hectares au 31/12/2024).

Un vivier de dossiers (en cours d'instruction, déposés) permettant d'atteindre une consommation de 36,5% de l'enveloppe.



## 7. CONTRIBUTION DU PROGRAMME AUX RECOMMANDATIONS PAYS

### **Objectif stratégique 2 : une Europe plus verte et à faibles émissions de carbone**

Au vu des constats opérés ci-dessus et des perspectives de programmation, l'autorité de gestion propose l'affectation définitive du montant de la flexibilité de cette priorité.

## 7. CONTRIBUTION DU PROGRAMME AUX RECOMMANDATIONS PAYS

Objectif stratégique 2 : une Europe plus verte et à faibles émissions de carbone	
Mettre l'accent sur la garantie de de l'approvisionnement en eau potable	Objectifs non mobilisés au sein du programme
Mettre l'accent sur le traitement des eaux usées et les services municipaux	
Mettre l'accent sur la gestion des déchets dans les régions ultra-périphériques	

## 7. CONTRIBUTION DU PROGRAMME AUX RECOMMANDATIONS PAYS

Objectif stratégique 4 : une Europe plus sociale /	
Inclure activement les groupes défavorisés, tels que les personnes issues de l'immigration	Objectif non mobilisé au sein du programme

## 7. CONTRIBUTION DU PROGRAMME AUX RECOMMANDATIONS PAYS

### Objectif stratégique 4 : une Europe plus sociale /

Inclure activement les groupes défavorisés, tels que les personnes issues de l'immigration  
 Améliorer les résultats scolaires en **renforçant les compétences de base et en luttant contre les inégalités dans les systèmes d'éducation et de formation** ; lutter contre les pénuries d'enseignants en rendant la profession plus attrayante, notamment en améliorant les conditions de travail des enseignants ainsi que la formation initiale et continue  
 Investir dans le **perfectionnement et la reconversion professionnels afin de répondre aux besoins du marché du travail**, en mettant l'accent sur les groupes défavorisés

Des orientations qui vont dans le sens de l'adaptation de l'offre de formation pour mieux répondre aux enjeux de demain et du système de formation aux compétences attendues par les entreprises notamment dans les secteurs nouveaux de l'économie, avec 11,9 % des crédits FSE affectés à l'OS 4.5 sur les types d'actions suivants : Apprentissage (formation initiale) - soutien à l'ingénierie pédagogique de formations nouvelles en région en lien avec les secteurs porteurs d'emplois / Orientation - information/promotion sur les métiers et les formations qui conduisent à ces métiers

Cet OS témoigne d'une trajectoire de programmation peu dynamique : Au 31/12/2024, 14 dossiers ont été programmés pour un montant UE de 2,8 M€ soit 5M€ de coût total représentant 30% de la maquette UE dédiée.

- Une expérience non-concluante autour du lancement de l'AAP sur l'e-apprentissage
- Une dynamique à consolider sur l'orientation (11 dossiers programmés, 2,26 M€ FSE+)

Le vivier de projets permet d'escompter la consommation d'1/3 de l'enveloppe (3,24 M€ sur 9,6 M€ UE maquetés).

A noter qu'il s'agit d'actions nouvelles menées avec très peu de données historiques.

A partir de 2025, une collaboration étroite a été mise en place avec la Direction opérationnelle afin d'inclure le FSE+ aux appels à projets de la région. Une modification de programme sera entreprise en 2026 (permettant davantage de visibilité sur les actions région) afin de réaffecter les crédits en fonction des besoins et vers les actions les plus consommatrices.

## 7. CONTRIBUTION DU PROGRAMME AUX RECOMMANDATIONS PAYS

### Objectif stratégique 4 : une Europe plus sociale /

Prendre de nouvelles mesures pour améliorer l'emploi tout en remédiant aux pénuries et aux inadéquations de compétences, en renforçant les mesures d'activation et en dispensant des **formations utiles au marché du travail**

Des orientations privilégiant l'amélioration de la capacité à insérer durablement les publics bénéficiaires sur le marché de l'emploi et de l'inclusion socio-professionnelle des personnes les plus fragiles, vulnérables, éloignées de la formation et de l'emploi, avec 88,1 % des crédits FSE affectés à l'OS 4.7 à travers les types d'actions suivants :

- Actions de formation qualifiante
- Actions de formations en amont de la qualification

Une dynamique de programmation très satisfaisante sur l'OS 4.7 (taux de programmation UE de 61,6%) puisqu'au 31/12/2024, 80 dossiers programmés pour un montant FSE+ de 47 M€ et un coût total de 83M€ soit 67% de programmation de la maquette dédiée.

Une forte mobilisation des crédits FSE+ sur les marchés de formation qualifiante en lien avec le Plan Régional de Formation ainsi qu'au Ecoles de la Deuxième Chance (E2C) intervenant en amont de la qualification (en continuité de la génération 2014-2020).

Au regard des besoins dans le champ de la formation professionnelle et du rythme d'avancement (25 dossiers déposés, 14,81 M€ UE), un risque d'épuisement des crédits à l'horizon du 2nd semestre 2025.

Par ailleurs, une réflexion à engager autour de l'opportunité de déployer une OCS frais de personnel ou un financement non-lié aux coûts (FNLC) et des attentes concernant la simplification des mécanismes de justification (attestations France Travail pour justifier le statut des demandeurs d'emploi, signature électronique...).

## 7. CONTRIBUTION DU PROGRAMME AUX RECOMMANDATIONS PAYS

### **Objectif stratégique 4 : une Europe plus sociale /**

Au vu des constats opérés ci-dessus et des perspectives de programmation, l'autorité de gestion propose l'affectation définitive du montant de la flexibilité de cette priorité.

## 7. CONTRIBUTION DU PROGRAMME AUX RECOMMANDATIONS PAYS

### Objectif stratégique 4 : une Europe plus sociale /

Mettre en œuvre des mesures de lutte contre la pauvreté et d'inclusion sociale, avec une attention particulière sur les enfants

Mettre en œuvre des mesures de lutte contre la pauvreté et d'inclusion sociale, avec une attention particulière sur l'accès au logement et la prévention des expulsions de logements

Objectifs non mobilisés au sein du programme

## 7. CONTRIBUTION DU PROGRAMME AUX RECOMMANDATIONS PAYS

### Objectif stratégique 5 : une Europe plus proche des citoyens

Progresser sur la voie des priorités qui contribuent à la transition écologique, en mettant l'accent sur **l'adaptation au changement climatique**

Soutenir les investissements dans la transition écologique en promouvant la **rénovation des bâtiments** et la décarbonation de la consommation d'énergie, y compris en investissant dans la mobilité quotidienne durable

Cet objectif stratégique est déployé autour 3 types de mesures : Priorité V – OS 5.1 : développement urbain / Priorité V – OS 5.2 : développement rural /Priorité VI – OS 5.2 : Massif du Jura

- Le volet urbain (OS 5.1) s'inscrit fortement dans une optique de transition écologique et numérique et d'adaptation au changement climatique, avec 16,25 % des crédits FEDER affectés à l'OS 5.1 au travers des types d'actions suivants : Villes intelligentes, Mobilités durables urbaines, Infrastructures vertes en ville, renouvellement urbain, tourisme durable, patrimoine, équipements culturels, dans une optique de transition écologique

Au 31/12/2024, 15 dossiers programmés pour un montant FEDER de 4,7 M€ et un coût total de 13,6M€ soit 8% de programmation de la maquette dédiée.

A titre d'exemple, ces projets visent le soutien à 10,52 hectares d'infrastructures vertes (0,46 déjà réalisés) à destination de près de 77 000 personnes (10000 valorisées) et des services de mobilité durable pour plus de 186 000 personnes (34 634 valorisées).

Ce taux de programmation s'explique par le lancement tardif de la programmation et la procédure de sélection des 10 organismes intermédiaires (OI) dans le cadre d'un AMI régional.

Des perspectives élevées de programmation : 45 dossiers dans le vivier représentant (avant instruction) environ 24,39 M€.

Les Recommandations Pays font déjà parties intégrantes des orientations de l'OS 5.1, tout particulièrement en ce qui concerne le soutien des infrastructures vertes et des dossiers de mobilité durable.

L'autorité de gestion et les organismes intermédiaires commencent à se projeter sur la mise en œuvre de la clause de revoyure pour fin 2025-début 2026 afin de répartir aux OI le reliquat de l'enveloppe de l'OS urbain (50 M€ fléchés aux OI en début de programmation sur les 63 M€). Les organismes intermédiaires ont déjà fait part à l'autorité de gestion de nombreux projets qui pourraient bénéficier par les crédits complémentaires de la clause.



## 7. CONTRIBUTION DU PROGRAMME AUX RECOMMANDATIONS PAYS

### Objectif stratégique 5 : une Europe plus proche des citoyens

(suite) Progresser sur la voie des priorités qui contribuent à la transition écologique, en mettant l'accent sur **l'adaptation au changement climatique**

Soutenir les investissements dans la transition écologique en promouvant la **rénovation des bâtiments** et la décarbonation de la consommation d'énergie, y compris en investissant dans la mobilité quotidienne durable

- Le volet rural (OS 5.2) s'inscrit fortement dans une optique de transition écologique et numérique et d'adaptation au changement climatique, avec 8,5% des crédits FEDER affectés à l'OS 5.2 au travers des types d'actions suivants : Villages intelligents, Mobilités durables, Renouvellement urbain en milieu rural, tourisme durable, patrimoine, équipements culturels, dans une optique de transition écologique

Au 31/12/2024, 11 dossiers programmés pour un montant FEDER de 2,2 M€ et un coût total de 6,6M€ soit 7% de programmation de la maquette dédiée.

A titre d'exemple, ces projets visent le soutien à 3 kilomètres de pistes cyclables à destination de près de 29 000 usagers, 2 sites touristiques représentant plus de 86 000 visiteurs.

Un vivier de projets déposés ou en instruction sur Synergie conséquent, ouvrant des perspectives plutôt favorables : 41 dossiers représentant environ (avant instruction) 12,5 M€ UE.

Les Recommandations Pays font déjà parties intégrantes des orientations de l'OS 5.2, en ce qui concerne notamment la reconversion des friches, le renouvellement urbain en milieu rural et la mobilité durable. Les éco-conditionnalités existantes sur les crédits Région venant en cofinancement contribuent à renforcer la qualité des projets en ce sens.

Une modification du programme et de la fiche action « tourisme durable, patrimoine et culture » seront soumises au comité de suivi du 18 mars afin de modifier la ligne de partage entre les priorités 5 et 6 et permettre le soutien au titre de la priorité 5 des projets touristiques situés sur le territoire du massif du Jura (pour compenser la fermeture de la P6).

## 7. CONTRIBUTION DU PROGRAMME AUX RECOMMANDATIONS PAYS

### **Objectif stratégique 5 : une Europe plus proche des citoyens**

Au vu des constats opérés ci-dessus et des perspectives de programmation, l'autorité de gestion propose l'affectation définitive du montant de la flexibilité de cette priorité.

## 7. CONTRIBUTION DU PROGRAMME AUX RECOMMANDATIONS PAYS

### Objectif stratégique 5 : une Europe plus proche des citoyens

(suite) Progresser sur la voie des priorités qui contribuent à la transition écologique, en mettant l'accent sur **l'adaptation au changement climatique**  
Soutenir les investissements dans la transition écologique en promouvant la **rénovation des bâtiments** et la décarbonation de la consommation d'énergie, y compris en investissant dans la mobilité quotidienne durable

- Le volet consacré au Massif du Jura (OS 5.2) privilégie le maintien d'une activité touristique durable face aux changements climatiques, avec 3 % des crédits FEDER affectés à l'OS 5.2 de la priorité 6 au travers les types d'actions suivants :

Accompagner le territoire dans la poursuite de durabilité de ses hébergements touristiques dans une optique de transition écologique et accompagner le territoire vers un développement toutes saisons

Au 31/12/2024, 6 dossiers programmés pour un montant FEDER de 1,8 M€ et un coût total de 4,8M€ soit 15% de programmation de la maquette dédiée.

A titre d'exemple, ces projets visent le soutien à 5 entreprises quant à l'accompagnement dans la poursuite de durabilité des hébergements touristiques représentant plus de 985 000 € d'investissements sur le territoire.

Mais, un volume de dossiers en instruction ou déposé très important (25) représentant (avant instruction) environ 15,85 M€ FEDER soit un montant UE supérieur à la maquette.

## 7. CONTRIBUTION DU PROGRAMME AUX RECOMMANDATIONS PAYS

### **Objectif stratégique 5 : une Europe plus proche des citoyens**

Au vu des constats opérés ci-dessus et des perspectives de programmation, l'autorité de gestion propose l'affectation définitive du montant de la flexibilité de cette priorité.

## 1. MISE EN ŒUVRE DU PLAN NATIONAL ÉNERGIE-CLIMAT

# CONTRIBUTION AUX OBJECTIFS DU PNEC

**Résumer les objectifs et la contribution de la déclinaison du PNEC dans les documents régionaux (SRADDET) et territoriaux (PCAET) :** avancement de la réalisation de ces documents, y compris les documents actualisés – point de vue règlementaire.

Le PNEC est décliné au sein du SRADDET-ICI 2050 de la Bourgogne-Franche-Comté et fait notamment à ce titre l'objet d'un chapitre organisé autour de 2 objectifs : -**atténuation du changement climatique** et - **l'adaptation des territoires au changement climatique**

Ce chapitre comprend six règles : quatre s'adressent aux documents d'urbanisme et deux aux Plans Climat Air Energie territoriaux (PCAET).

Ces objectifs sont également traduits au sein des **politiques régionales** ( Effilogis-aide à la rénovation des logements, mise en place des éco-conditions en faveur de la résilience, ...) et au travers des **contrats de plans** avec les territoires et avec l'Etat.

## 1. MISE EN ŒUVRE DU PLAN NATIONAL ÉNERGIE-CLIMAT

# CONTRIBUTION AUX OBJECTIFS DU PNEC

**Résumer les objectifs et la contribution de la déclinaison du PNEC dans les documents régionaux (SRADDET) et territoriaux (PCAET) :** avancement de la réalisation de ces documents, y compris les documents actualisés – point de vue règlementaire.

**En matière d'adaptation au changement climatique,** il s'agit d'anticiper et d'accompagner les mutations nécessaires :

- par la gestion des risques naturels : Il s'agit ici de viser la résilience du territoire. Ainsi, il est attendu des territoires qu'ils intègrent les perspectives d'évolution climatique dans les documents d'urbanisme.
- par la gestion économe de l'eau et plus particulièrement l'impact du changement climatique sur la ressource en eau. L'objectif est d'anticiper les tensions sur la ressource qui représentent des risques à moyen terme pour les acteurs publics, les usages et la biodiversité.

## 1. MISE EN ŒUVRE DU PLAN NATIONAL ÉNERGIE-CLIMAT

# CONTRIBUTION AUX OBJECTIFS DU PNEC

**Résumer les objectifs et la contribution de la déclinaison du PNEC dans les documents régionaux (SRADDET) et territoriaux (PCAET) :** avancement de la réalisation de ces documents, y compris les documents actualisés – point de vue réglementaire.

**En matière d'atténuation du changement climatique,** l'ambition du SRADDET est d'aller vers une région à énergie positive. La stratégie régionale de la transition énergétique vise d'abord la réduction des besoins énergétiques par la sobriété et l'efficacité énergétique (-26% d'ici 2030), puis la couverture des besoins par la production d'énergies renouvelables locales.

Les objectifs quantifiés du scénario « tendre vers une région à énergie positive (REPOS) » portent sur la réduction de consommation d'énergie, l'augmentation du taux de couverture de la consommation énergétique en énergie renouvelable, la réduction des émissions de pollutions atmosphériques et des gaz à effet de serre. Il s'agit d'intégrer les enjeux Climat-Air-Energie dans le scénario d'aménagement des documents d'urbanisme.

A noter que pour la Bourgogne-Franche-Comté, la forte dépendance énergétique couplée à l'importance des énergies renouvelables dans la production régionale (85 % de l'énergie produite en région vient des énergies renouvelables), font de la transition énergétique le pivot logique de la stratégie des transitions avec en premier lieu un enjeu de sobriété et d'efficacité.

## 1. MISE EN ŒUVRE DU PLAN NATIONAL ÉNERGIE-CLIMAT

# CONTRIBUTION AUX OBJECTIFS DU PNEC

**Résumer les objectifs et la contribution de la déclinaison du PNEC dans les documents régionaux (SRADDET) et territoriaux (PCAET) :** avancement de la réalisation de ces documents, y compris les documents actualisés – point de vue réglementaire.

Le SRADDET s'adresse également directement aux PCAET : il leur est d'abord demandé de définir leurs objectifs chiffrés au regard des objectifs quantifiés du SRADDET, puis, dans un second temps, de fixer des objectifs et de mettre en place des actions pour favoriser à la fois la production d'énergies renouvelables et de récupération, mais également la consommation d'EnR.



## 1. MISE EN ŒUVRE DU PLAN NATIONAL ÉNERGIE-CLIMAT

# CONTRIBUTION A L'ACTION POUR LE CLIMAT

RÉFÉRENCE: ARTICLE 6, PARAGRAPHE 2, DU RPDC

Fonds	Montant	% dotation FEDER	Mesures en place	Actions de renforcement envisagées (si <u>moins</u> de 30 %)
FEDER	150 979 115 €	38%	Contribution via la priorité II, III (ensemble des OS) et V.	

# 1. MISE EN ŒUVRE DU PLAN NATIONAL ÉNERGIE-CLIMAT

Thématique	Contribution des programmes aux objectifs nationaux (en M€)	Nombre d'opérations concernées	Avancement (programmé)	Rappel des cibles nationales
Consommation énergétique finale	<p>Le programme contribue à cet objectif au travers l'OS 2.1 qui vise la rénovation énergétique des bâtiments pour une diminution de la consommation énergétique : Maquette UE de 63 161 132</p> <p>Les projets programmés prévoient la rénovation énergétique de : plus de 2470 logements dont 62 déjà réalisés et comptabilisés, près de 8774 m2 de bâtiments publics permettant au global une économie énergétique primaire de 13 326,5 Mwh/an et une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 2926,34 tonnes de CO2 eq/ an.</p> <p>Cet objectif est également poursuivi au sein des politiques régionales d'aide à la rénovation (environ 2000 logements rénovés /an) et au sein du SRADDET qui vise une diminution des consommations énergétiques de 26% d'ici 2030 (déclinaison de feuilles de route pour la transition énergétique).</p>	33 projets visant la rénovation des bâtiments et le soutien aux bâtiments exemplaires	Au 31/12/2024, 33 dossiers ont été programmés pour un montant UE de 14 M€ soit 49 M€ de coût total représentant 23 % de la maquette UE dédiée	Objectif européen de -32,5% par rapport au tendancier

# 1. MISE EN ŒUVRE DU PLAN NATIONAL ÉNERGIE-CLIMAT

Thématique	Contribution des programmes aux objectifs nationaux (en M€)	Nombre d'opérations concernées	Avancement (programmé)	Rappel des cibles nationales
Consommation d'énergie primaire	OS2.2	NC		Objectif européen de - 32,5% par rapport au tendanciel
Part de la consommation d'énergie d'origine renouvelable dans la consommation d'énergie finale brute	<p>Cet objectif est poursuivi au sein du programme au travers l'OS 2.2 qui vise l'augmentation de la part des énergies renouvelables.</p> <p>La Maquette UE de 34 400 000</p> <p>Les projets programmés visent une capacité supplémentaire de production d'énergie renouvelable de 11,47Mw représentant une capacité opérationnelle supplémentaire installée de 9,90 Mw.</p> <p>Cet objectif est également soutenu via la politique « énergies renouvelables » de la Région qui permet d'activer l'ensemble des leviers régionaux disponibles pour soutenir les énergies renouvelables locales. Elle est menée en partenariat avec l'Ademe dans le cadre du CPER 2021-2027, en synergie avec des crédits européens (FEDER et FEADER) et répond aux objectifs stratégiques déclinés dans le scénario REPOS selon lequel les énergies renouvelables devront représenter 55 % de la consommation finale brute d'énergie en 2030 et 98 % en 2050.</p>	<p>24 projets visant le soutien aux investissements dans les équipements de production d'énergies renouvelables ainsi que l'accompagnement et l'animation de projets en faveur des énergies renouvelables</p>	<p>Au 31/12/2024, 24 dossiers programmés pour 7M€ de fonds UE représentant un coût total de 31M€ soit un taux de programmation de 20% de l'enveloppe dédiée</p>	Objectif européen de 32%

# 1. MISE EN ŒUVRE DU PLAN NATIONAL ÉNERGIE-CLIMAT

Thématique	Contribution des programmes aux objectifs nationaux (en M€)	Nombre d'opérations concernées	Avancement (programmé)	<i>Rappel des cibles nationales</i>
Chaleur et froid d'origine renouvelable et de récupération dans les réseaux de chaleur	OS2.1-3, OS2.6	NC		<i>+1% par an jusqu'à 60%</i>
Emissions GES hors UTCATF et hors secteurs soumis au marché carbone européen (EU ETS)	OS2.1-3, OS2.8, OS3.2,	NC		<i>-37% par rapport à 2005</i>

# 3. PROGRÈS ACCOMPLIS DANS LA MISE EN ŒUVRE DES PRINCIPES DU SOCLE EUROPÉEN DES DROITS SOCIAUX ARTICLE 18(1) (C)

## ANNEXE 14 DU RAPPORT PAYS

## CONTRIBUTION DES PROGRAMMES AU SOCLE EUROPÉEN DES DROITS SOCIAUX

- ***Courte présentation de la contribution aux principes du socle européen des droits sociaux du programme***

Le programme contribue au socle européen des droits sociaux via les OS 4.5 et 4.7 visant :

- **l'accompagnement des citoyens via une meilleure formation sur les métiers et une meilleure orientation des jeunes** : en effet, la région BFC est l'une des régions où le taux de jeunes d'une classe d'âge en apprentissage est le plus important (environ 6,5%). Dans le même temps, la part des jeunes de 16 à 25 ans sans diplôme et ne poursuivant pas d'études est l'une des plus importantes (10,35% ; la moyenne nationale des régions métropolitaines est de 9,8%). De même, le taux de jeunes qui poursuivent des études supérieures reste inférieur à la moyenne nationale.

Pour ce qui concerne les actions d'orientation, l'objectif est d'accroître la lisibilité en termes d'accueil, d'information, de conseil et d'accompagnement pour améliorer l'orientation du public.

En cohérence avec l'article I du socle européen des droits sociaux : « Toute personne a droit à ... un apprentissage tout au long de la vie ... afin de maintenir ou d'acquérir des compétences lui permettant de participer pleinement à la société » ; et avec l'article 4 : « les jeunes ont le droit de bénéficier de formations continues, d'apprentissages, ... dans les quatre mois qui suivent la perte de leur emploi ou leur sortie de l'enseignement ».

### 3. MISE EN ŒUVRE DES PRINCIPES DU SOCLE EUROPÉEN DES DROITS SOCIAUX

## CONTRIBUTION DES PROGRAMMES AU SOCLE EUROPÉEN DES DROITS SOCIAUX

- ***Courte présentation de la contribution aux principes du socle européen des droits sociaux du programme***

- **l'augmentation du niveau de formation et de qualification de la population** : il s'agit de permettre aux demandeurs d'emploi de retrouver une place sur le marché du travail via la formation. Le marché du travail, au niveau régional, se caractérise par des difficultés d'appariement entre offres et demandes d'emplois et un chômage prégnant. L'objectif est ainsi de former massivement les demandeurs d'emploi. De plus, l'adéquation de l'offre de formation avec les besoins du territoire doit être améliorée et de nouvelles modalités d'accompagnement des bénéficiaires déployées. Son niveau et son accessibilité doivent être renforcés.

En cohérence avec l'article I du socle européen des droits sociaux : « Toute personne a droit à une éducation, une formation et un apprentissage tout au long de la vie ... afin de maintenir ou d'acquérir des compétences lui permettant ... de gérer avec succès les transitions sur le marché du travail ».

### 3. MISE EN ŒUVRE DES PRINCIPES DU SOCLE EUROPÉEN DES DROITS SOCIAUX

## CONTRIBUTION DES PROGRAMMES AU SOCLE EUROPÉEN DES DROITS SOCIAUX

- ***Courte présentation de la contribution aux principes du socle européen des droits sociaux du programme***

Par ailleurs, les objectifs poursuivis par le programme sont en lien direct avec la politique régionale en matière d'orientation et d'apprentissage et de formation des demandeurs d'emploi mise en œuvre au travers du CPRDFOP (Contrat de Plan Régional pour le Développement des Formations et de l'Orientation Professionnelles) qui rassemble dans un document unique la stratégie régionale 2023-2027 de la Région, de l'Etat et des partenaires sociaux en matière d'orientation et de formation professionnelle tout au long de la vie.



### 3. MISE EN ŒUVRE DES PRINCIPES DU SOCLE EUROPÉEN DES DROITS SOCIAUX

## CONTRIBUTION DES PROGRAMMES AU SOCLE EUROPÉEN DES DROITS SOCIAUX

- ***Courte présentation de la contribution aux principes du socle européen des droits sociaux du programme***

Le CPRDFOP est construit autour de 5 engagements répondant aux objectifs du Socle européens des droits sociaux :

#### **En matière d'innovation :**

Engagement 1 : accompagner l'évolution des métiers, des compétences et du rapport au travail via le développement de solutions de formation (certifiantes, qualifiantes ou non) et d'orientation « agiles » (formats, outils)

Engagement 2 : sécuriser les parcours et renforcer l'attractivité des territoires via le développement de solutions partenariales

#### **En matière d'impulsion et d'accompagnement :**

Engagement 3 : accompagner les transitions sociétales, écologiques et numériques via la mobilisation des entreprises, des employeurs publics et associatifs et des acteurs de la formation

#### **En matière de coopération et de coordination :**

Engagement 4 : valoriser des filières d'avenir et des métiers en tension via la mise en place d'une feuille de route commune (scolaire, en apprentissage, continue)

Engagement 5 : faire vivre la dynamique partenariale via l'organisation d'une rencontre annuelle économie / emploi / orientation / formation professionnelle

### 3. MISE EN ŒUVRE DES PRINCIPES DU SOCLE EUROPÉEN DES DROITS SOCIAUX

## CONTRIBUTION DU PROGRAMME AUX PRINCIPES DU SOCLE – AU 31/12/2024

***Résumé de quelques lignes de la contribution du programme aux principes du socle européen des droits sociaux des programmes nationaux FSE +***

Egalité des chances et accès au marché du travail			
Principe	Contribution des programmes aux objectifs nationaux (en M€)	Nombre d'opérations concernées	Avancement (programmé)
Education, formation et apprentissage tout au long de la vie	<p>Le programme vise directement l'éducation, le développement de la formation tout au long de la vie et la promotion de l'apprentissage via les OS 4.5 et 4.7 : maquette totale UE de 80 357 031 €. Ces objectifs s'inscrivent également au cœur de l'action régional via la mise en œuvre du CPRDFOP et du déploiement de ses 5 engagements.</p> <p>-OS 4.5 soutien aux actions d'apprentissage et d'orientation : 379 actions ont pu déjà être organisées à destination de 12 250 participants et ayant mobilisés 238 professionnels.</p> <p>-OS 4.7 soutien aux actions de formations qualifiantes et préqualifiantes : à ce titre, 3794 participants ont ainsi déjà pu bénéficier d'une formation dont 1991 âgés de moins de 30 ans, 866 personnes de bas niveau. A la sortie de formation, 2228 participants soit 59% obtiennent une qualification.</p>	<p>94 opérations soutenues pour un montant de FSE+ de 50M€ pour un coût total de 88M€ : 14 pour l'OS 4.5 (soit 2,8M€ de FSE+ / coût total de 5M€) et 80 pour l'OS 4.7 (soit 47M€ / coût total de 83M€)</p>	<p>Le taux de programmation de l'enveloppe dédiée est de 62% (30% pour l'OS 4.5 et 67% pour l'OS4.7),</p>
Egalité des sexes	OS 4.3	NC	

### 3. MISE EN ŒUVRE DES PRINCIPES DU SOCLE EUROPÉEN DES DROITS SOCIAUX

Protection et inclusion sociales			
Principe	Contribution des programmes aux objectifs nationaux (en M€)	Nombre d'opérations concernées	Avancement (programmé)
Egalité des chances	OS4.6, OS 4.8, OS4.11-12	NC	
Soutien actif à l'emploi	OS4.1	NC	
Accueil de l'enfance et aide à l'enfance	Voir programme	NC	
Soins de santé	OS4.5	NC	
Inclusion des personnes handicapées	OS4.8, OS4.11-12	NC	
Logement et aide aux sans-abri	OS4.3	NC	
Accès aux services essentiels	OS4.11	NC	

### 3. MISE EN ŒUVRE DES PRINCIPES DU SOCLE EUROPÉEN DES DROITS SOCIAUX

Des conditions de travail équitables			
Principe	Contribution des programmes aux objectifs nationaux (en M€)	Nombre d'opérations concernées	Avancement (programmé)
Des emplois sûrs et adaptables	OS4.4	NC	
Dialogue social et participation des travailleurs	OS4.8 ? Autre OS ? Programme FTJ	NC	
Equilibre entre la vie professionnelle et la vie privée	Voir Programme	NC	
Environnement de travail sain, sûr et adapté et protection des données	OS4.12	NC	

# 4. SITUATION SOCIOÉCONOMIQUE DE LA RÉGION BOURGOGNE- FRANCHE-COMTÉ *ARTICLE 18(1) (D)*

DONNÉES DU  
RAPPORT-PAYS  
ANNEXE 17

CARTES DU 9<sup>ÈME</sup>  
RAPPORT COHÉSION

## 4. SITUATION SOCIOÉCONOMIQUE DE LA RÉGION (1)

Courte analyse résumant les dynamiques socio-économiques les plus saillantes de la région, et reprenant les éléments du rapport pays, notamment l'annexe 17 sur l'analyse du niveau régional. Y compris les éléments actualisés des documents régionaux stratégiques (SRADDET, S3, PCAET...)

Avec un paragraphe consacré aux enjeux démographiques (article 11 1.J RPDC) et leurs impact régionaux en termes de :

- Dynamique du marché du travail (besoins de formation de la main-d'œuvre)
- D'attractivité et de potentiel de développement régional
- D'offres de services à la population, d'aménagement du territoire et d'investissement public

## 4. SITUATION SOCIOÉCONOMIQUE DE LA RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE

D'un **point de vue démographique**, la population régionale a diminué entre 2015 et 2021 (avec une évolution annuelle moyenne de 0,1%), alors qu'elle avait poursuivi une phase de croissance sur la période 2010-2015.

Au 1er janvier 2021, la Région Bourgogne-Franche-Comté comptabilisait 2 800 194 habitants. Cette évolution démographique s'explique notamment par un solde naturel négatif avec une tendance au vieillissement de la population impliquant un nombre de décès supérieur au nombre de naissances. La région se positionne comme la 4ème région française la plus âgée eu égard à l'analyse de la pyramide des âges, avec 105 personnes âgées de 65 ans ou plus pour 100 jeunes de moins de 20 ans d'après le dernier recensement de l'INSEE .

**OS 1.1 Recherche / innovation**

En France, l'objectif fixé par la stratégie Europe 2020 de consacrer 3% du PIB à la recherche et au développement, n'a pas été pleinement atteint (2,2% environ en 2021). En 2020, la Région Bourgogne-Franche-Comté a consacré 1,74% du PIB régional aux dépenses de R&D, un niveau inférieur à l'objectif fixé au niveau européen.

Avec un investissement DIRD d'1,3 Mds d'€, la région se positionne au 10ème rang national en matière d'investissement dans la R&D. En revanche, il convient de remarquer que la Bourgogne-Franche-Comté est la région comptabilisant la part la plus importante de dépenses de R&D issues des entreprises (DIRDE) par rapport à l'ensemble des dépenses régionales liées aux investissements dans la R&D (80% contre 65% à l'échelle nationale).

Concernant la recherche publique, la région comporte 3 universités (dont la COMUE Bourgogne-Franche-Comté ) et 2 sites universitaires majeurs (Besançon, Dijon). Elle comprend 60 unités de recherche, dont plus de 50% se situent à Dijon et 40% à Besançon. Malgré la structuration de cet écosystème, le niveau de dépenses de la recherche publique reste relativement faible en comparaison de la moyenne nationale.

Au regard du diagnostic, 2 enjeux (déjà mentionnés dans le programme régional 21-27) sont prioritaires pour le développement de la R&D en Bourgogne-Franche-Comté :

- Un enjeu d'amélioration de la création d'entreprises innovantes à partir de la recherche publique ;
- Un enjeu de renforcement et de développement de la recherche collaborative publique-privée dans les domaines identifiés dans la Stratégie de Spécialisation Intelligente (S3).



## 4. SITUATION SOCIOÉCONOMIQUE

### OS 1.3 Compétitivité

Au niveau du PIB, la Région Bourgogne-Franche-Comté se positionne avec 87,5 Mds d'€ en 2022 comme la 3<sup>ème</sup> région de France hexagonale la moins créatrice de richesse devant la Région Centre-Val-de-Loire et la Corse et à la 11<sup>ème</sup> position sur l'ensemble des 18 régions. Le PIB par habitant est également l'un des moins élevés à l'échelle nationale (31 320 € / habitant), ce qui s'explique notamment eu égard à un volume d'actifs moins important que d'autres régions. Cependant, la Région Bourgogne-Franche-Comté se classe à la 8<sup>ème</sup> place sur 18 pour le PIB par emploi (77 900 €).

En Bourgogne-Franche-Comté, le taux de création d'entreprises reste inférieur à la moyenne nationale, une situation caractérisant la région depuis plus de 10 ans (cf. programme régional 2021-2027).

En 2023, 31 209 entreprises ont été créées en Bourgogne-Franche-Comté (données INSEE 23), une dynamique portée par les entreprises individuelles (78,9 %). En 2021, 31 472 entreprises avaient été créées et 30 749 en 2022, ainsi, une certaine constance est constatée tout en étant sur une dynamique en hausse depuis 2012 (18 448 entreprises créées).

Entre 2021 et 2022, le nombre cumulé de créations d'entreprises sur la période de janvier à décembre a connu une baisse de 1% en Bourgogne-Franche-Comté, tandis qu'une croissance de 2 % est observée à l'échelle nationale sur la même période [Source : BPI France Création].

Au niveau de la dynamique du marché du travail, l'emploi total a évolué à la hausse en 2022 en Bourgogne-Franche-Comté (+0,5 %) pour atteindre plus de 1,1 millions d'emplois en fin d'année (66,9 % des personnes en situation d'emploi). Cette croissance par rapport à 2021 est plus importante en Côte d'Or (+1,1 %) et en Saône-et-Loire (+0,8 %), alors qu'une légère baisse a été constatée dans la Nièvre (-0,3%), l'Yonne (-0,3 %) et le Territoire de Belfort (-0,4 %).

## 4. SITUATION SOCIOÉCONOMIQUE

### OS 1.2 Numérique

Comme précisé dans les éléments de diagnostic du programme régional 2021-2027, 13 millions de personnes sont en difficulté avec les outils numériques, dont 700 000 personnes en Bourgogne-Franche-Comté. En 2019, 440 000 personnes âgées de 15 ans ou plus sont considérées en situation d'illectronisme – soit 19% de cette tranche d'âge. Plus précisément, 9 personnes sur 10 parmi les habitants en situation d'illectronisme n'ont pas eu recours à internet au cours de l'année. Les autres personnes concernées rencontrent des difficultés importantes dans l'utilisation des outils numériques, ne disposant pas des compétences de base.

Cette situation est plus marquée en Bourgogne-Franche-Comté, en comparaison de l'ensemble de la France hexagonale avec un taux de personnes en situation d'illectronisme de 17%.

Au-delà des enjeux en matière d'illectronisme, le développement des services et usages numériques favorise l'amélioration de l'accès aux services à la population et à l'administration, notamment dans des territoires ruraux et isolés. Le numérique peut contribuer à l'attractivité territoriale et au rééquilibrage des dynamiques territoriales entre zones urbaines et rurales.

Par ailleurs, la filière numérique apparaît encore sous-représentée à l'échelle régionale dans un contexte de transformation numérique des activités économiques. Ainsi, cette filière représente 1,2% des salariés (8 041 salariés) contre 2,9% des salariés au niveau national.

Néanmoins, cette filière connaît une forte croissance au cours des dernières années. D'après l'INSEE, les emplois dans le numérique ont augmenté de 5,7% entre 2014 et 2020, et même de 9,6% en ce qui concerne spécifiquement la filière numérique en Bourgogne-Franche-Comté.

Dans le cadre de la génération 2021-2027, la construction d'un véritable écosystème numérique a été identifiée comme un enjeu prioritaire pour le développement économique régional.

## 4. SITUATION SOCIOÉCONOMIQUE

### OS 2.1 Efficacité énergétique

La Bourgogne-Franche-Comté est l'une des régions françaises les plus exposées à la vulnérabilité énergétique (SRADDET). Le secteur du bâtiment constitue le 1er secteur consommateur d'énergie finale (représentant 43% en Franche-Comté et 46% en Bourgogne) et l'un des premiers secteurs émetteurs de gaz à effet de serre.

Les bâtiments tertiaires constituent des sources de consommation importantes, correspondant à 75% des consommations énergétiques des communes, et de dépenses publiques (50€ / habitant / an en moyenne). La rénovation thermique s'avère une nécessité environnementale, climatique et sociale et contribue, par ailleurs, au développement du marché de la rénovation performante.

### OS 2.2 Production d'EnR

La Région Bourgogne-Franche-Comté consomme environ 8 millions de tonnes équivalent pétrole (tep) d'énergie alors qu'elle n'en produit qu'1 million et la part des énergies renouvelables était estimée, en 2014, à 13,9% en BFC contre 14,6% en France métropolitaine.

L'enjeu, visé dans l'OS 2.2 est la substitution des énergies fossiles par des énergies renouvelables en utilisant au mieux les ressources du territoire. La ressource forestière étant très importante, l'atteinte des objectifs fixés par les schémas régionaux climat air énergie repose notamment sur le développement de réseaux de chaleur alimentés par des chaufferies bois collectives et industrielles, ainsi que sur la chaleur valorisée sur des cogénérations biomasse. Le potentiel de méthanisation reste par ailleurs important pour conforter la production d'énergies renouvelables.

### OS 2.7 Biodiversité

La Région Bourgogne-Franche-Comté est classée au 11ème rang parmi les régions françaises en termes d'artificialisation des sols. L'artificialisation a des impacts sur la biodiversité du territoire, particulièrement dans les zones urbaines.

L'effondrement constaté depuis 2002 de certaines populations animales (plus d'un tiers de la faune) et de la flore trouve en partie une explication au travers des espaces naturels fragilisés par la fragmentation et la destruction d'habitats (infrastructures qui traversent la région, urbanisation, exploitation de carrières, évolution des pratiques agricoles et forestières, propagation d'espèces invasives ou encore réchauffement climatique).

## 4. SITUATION SOCIOÉCONOMIQUE

### OS 4.5 Orientation / apprentissage

Le nombre d'apprentis a augmenté très significativement entre 2019 et 2022 à l'échelle régionale, même si dans des proportions qui restent inférieures au niveau national. En Bourgogne-Franche-Comté, 35 700 salariés étaient en apprentissage contre 21 700 fin 2019, soit une croissance de 64%.

En 2022, 29 000 contrats d'apprentissage ont débuté en Bourgogne-Franche-Comté, ce qui représente une croissance de +86% par rapport à 2019. Sur la même période, une hausse de +126% est observée à l'échelle de la France.

Cette dynamique autour de l'apprentissage contribue à l'évolution de l'emploi : les effectifs salariés ont augmenté dans le même temps mais dans des proportions moindres (+1,7%).

Pour autant, des difficultés de recrutement des entreprises sur des emplois en tension peuvent être signalées, en raison de l'inadéquation des compétences par rapport aux attendus prioritaires du marché du travail.

### OS 4.7 Formation professionnelle

Lors de l'élaboration du programme 21-27, la proportion des personnes sans diplôme ou ayant pour diplôme le plus élevé le BEPC / brevet des collèges sur la tranche 15-64 ans en Bourgogne-Franche-Comté était supérieure à la moyenne nationale (21,5% contre 20,3% à l'échelle de la France hexagonale).

Par ailleurs, la part de diplômés de niveau V (CAP / BEP) est plus importante qu'au niveau national (31% contre 26,1%). Ainsi, la région se distingue au travers d'une part moins importante de diplômés du supérieur par rapport à la moyenne nationale et d'une forte proportion de diplôme de niveau V.

Le niveau de formation des actifs en emploi et des demandeurs d'emploi a progressé dans des proportions similaires au niveau national sur la période 2015-2021. En effet, la part des non-diplômés a diminué de 4,3% en Bourgogne-Franche-Comté et de 4,2% dans l'Hexagone et la part des personnes dont le diplôme le plus élevé est un CAP / BEP a également connu une baisse de -1,7% contre -1,9% au niveau national. Pour autant, le niveau de formation de la population régionale de Bourgogne-Franche-Comté reste inférieur à la moyenne nationale (INSEE RP 2021). La proportion des non-diplômés s'élève à 18,3% contre 17,2% à l'échelle de la France hexagonale. La population dont le niveau de diplôme le plus élevé est de niveau V (CAP / BEP) reste également très élevée, représentant 29,2% des actifs contre 24,3% à l'échelle nationale (hors RUP).

Enfin, les disparités restent marquées à l'échelle infrarégionale entre départements concernant la proportion des diplômés de l'enseignement supérieur au sein de la population active. En effet, la part des actifs disposant d'un diplôme de l'enseignement supérieur s'élève à 32% en Côte d'Or contre 21% dans la Nièvre.

## 4. SITUATION SOCIOÉCONOMIQUE

### OS 5.1 Développement urbain

S'agissant du développement urbain, la Région Bourgogne Franche-Comté se caractérise d'abord par 3 pôles urbains (Dijon, Besançon et Belfort-Montbéliard) et des villes moyennes réparties sur l'ensemble du territoire (Chalon-sur-Saône, Auxerre, Mâcon, Nevers, Sens, Dole, Le Creusot, Beaune...).

Ces territoires sont confrontés à des dynamiques territoriales propres, en fonction de leur situation géographique, climatique et économique. A titre d'exemple, les zones urbaines situées en proximité de la Région Île-de-France rencontrent des enjeux de mobilité très différents par rapport à des zones moins denses et/ou les mouvements pendulaires sont moins importants. Au-delà des mobilités, ces territoires témoignent de besoins de développement susceptibles de varier, en ce qui concerne le développement des services / usages numériques, le développement des infrastructures vertes en ville, la reconversion d'espaces dégradés ou de friches ou encore en termes de développement économique et touristique.

### OS 5.2 Développement rural

En parallèle des dynamiques urbaines, une proportion très importante du territoire régional est située en zone rurale, maillé par un réseau d'une quarantaine de petites villes et de villes intermédiaires permettant l'accès aux équipements et à des services de proximité pour les habitants. Ainsi, le programme 2021-2027 précise que 31% du territoire régional peut être considéré comme de la « campagne hyper-rurale » avec une densité de population inférieure ou égale à 20 habitants / km<sup>2</sup> et une situation d'enclavement pour 11% de la population.

Ainsi, ces territoires ruraux peuvent rencontrer des difficultés d'accès aux services de santé et aux services publics. Par ailleurs, le recours à la voiture individuelle y est très important, impliquant un enjeu de développement de solutions de mobilités durables.

## 4. SITUATION SOCIOÉCONOMIQUE

### OS 5.2 Développement rural (Massif du Jura)

Le secteur touristique dans le Massif du Jura a été fortement impacté par la crise sanitaire, subissant notamment les effets des confinements et le net recul de fréquentation des clientèles étrangères en 2020. La reprise de l'activité touristique s'est amorcée à partir de 2021, avec une augmentation de 9% du nombre de nuitées par rapport à 2020. En dépit de chiffres encourageants, le nombre de nuitées touristiques restait en retrait en comparaison de l'année 2019 (-16%).

La dynamique touristique est véritablement repartie à la hausse en 2022, avec l'arrêt des restrictions sanitaires et le retour progressif des clientèles internationales. A l'image du territoire régional, les Montagnes du Jura ont connu une croissance de la fréquentation dans les hébergements marchands, avec notamment des chiffres très positifs pour les campings témoignant d'un niveau de fréquentation supérieur à 2019.

En 2023, la fréquentation du Massif du Jura s'élève à 27,2 millions de nuitées touristiques, en progression par rapport à l'année 2022 (+ 3,8%) profitant notamment d'une dynamique autour des clientèles étrangères européennes (Suisse, Allemands, Britanniques, Italiens...), mais aussi extra-européennes en témoigne une progression de 170% des nuitées de touristes chinois entre 2022 et 2023. Les clientèles étrangères représentent 47% des nuitées touristiques du Massif du Jura sur l'année 2023.

Au niveau des hébergements marchands, une hausse entre 2022 et 2023 de 5,8% pour l'hôtellerie (1,17 millions de nuitées) et de 12,3% pour l'hôtellerie de plein air (1,42 millions de nuitées) est observée.

Au-delà des chiffres de fréquentation, le diagnostic territorial du Massif du Jura met en évidence la nécessité de poursuivre les investissements en faveur de la modernisation et la montée en gamme de l'offre d'hébergement marchand et l'enjeu de diversification de l'offre touristique dans un contexte d'accélération du changement climatique. En effet, la clientèle touristique des Montagnes du Jura recherche aujourd'hui prioritairement « des hébergements intimes proches de la nature » et « des activités sportives de plein air et agritouristiques ».

# 5. LES PRINCIPAUX RÉSULTATS DES ÉVALUATIONS PERTINENTES

ARTICLE 18(1) (E)

# PRINCIPAUX RÉSULTATS DES ÉVALUATIONS PERTINENTES

**Première évaluation lancée : Mise en œuvre – début juin 2024 – fin avril 2025**

L'un des objectifs de cette évaluation est de dresser, à mi-parcours, **un premier bilan de la programmation et de ses perspectives** c'est-à-dire mettre en avant les freins et les leviers à activer par priorité. Cet objectif a été mené en lien étroits avec la revue de performance. Les constats ainsi présentés dans ce rapport sont issus de ces travaux.

D'une manière générale les travaux ont mis en évidence **une stratégie** s'inscrivant directement dans les Recommandations Pays et répondant aux besoins recensés au sein de la région Bourgogne-Franche-Comté : en témoignent les **bonnes dynamiques de programmation** même si certaines thématiques telle que l'hydrogène sont **à réinterroger** et d'autres **à conforter** telle que les énergies renouvelables dont la programmation a été retardée du fait de la condition favorisante non remplie au niveau national jusqu'à l'été 2024 et en raison de complexités réglementaires. Ces constats ont ainsi permis de mener la présente revue de performance et de proposer les affectations définitives de la flexibilité ainsi que les modifications de programme nécessaires.

Le deuxième objectif de cette évaluation est de traiter les **sujets dits transversaux** tels que la sélectivité des projets, les aspects réglementaires (prise en compte des éco-conditions, Charte des droits fondamentaux,...), les mesures de simplification,...

Le rapport intermédiaire est joint à ce document – le rapport final sera en ligne sur le site :

<https://www.europe-bfc.eu/>



# 6. PROGRÈS ACCOMPLIS DANS L'OBTENTION DES VALEURS INTERMÉDIAIRES

ARTICLE 18(1) (F)

## 6. PROGRÈS DANS L'OBTENTION DES VALEURS INTERMÉDIAIRES

VALEURS DE RÉFÉRENCE : CELLES QUI FERONT PARTIE DE LA TRANSMISSION DES DONNÉES ATTENDUES D'ICI LE 31 JANVIER 2025

- Analyser les progrès accomplis dans l'atteinte des valeurs
- Comparer les valeurs intermédiaires cibles et les valeurs effectivement atteintes fin 2024
- Identifier les types d'interventions qui ne fonctionnent pas comme prévu ;
- Si besoin, opérer des ajustements

(1)

## 6. PROGRÈS DANS L'OBTENTION DES VALEURS INTERMÉDIAIRES

VALEURS DE RÉFÉRENCE : CELLES QUI FERONT PARTIE DE LA TRANSMISSION DES DONNÉES ATTENDUES D'ICI LE 31 JANVIER 2025 – AVANCEMENT FINANCIER

Fonds	Priorités	Maquette (hors AT)		Taux cofinancement UE		Projets						
		Coût total maquette (CT) (a)	UE maquette (b)	Taux UE maquette (b / a)	Taux UE réel (e / d)	Nb projets programmés (c)	CT programmé (d)	Taux prog. CT (d / a) (1)	UE programmé (e)	Taux prog. UE (e / b)	UE payé (g)	% UE payé (g / f)
FEDER	PR1 : Développer une économie régionale innovante et compétitive	250 484 477	135 789 740	54%	71%	58	133 805 639	53%	94 583 848	70%	20 926 318	22%
FEDER	PR2 : Développer une économie régionale tournée vers le numérique, au bénéfice des citoyens, des entreprises et des pouvoirs publics	45 198 402	27 111 107	60%	57%	10	31 474 265	70%	17 993 745	66%	6 122 758	34%
FEDER	PR3 : Promouvoir un territoire régional vert, durable et préservant la biodiversité	297 929 156	117 361 132	39%	28%	81	92 039 605	31%	25 783 365	22%	1 499 354	6%
FEDER	PR5 : Accompagner le développement territorial vers un développement durable	160 037 910	96 022 746	60%	35%	26	20 195 752	13%	7 003 920	7%	343 161	5%
FEDER	PR6 : Promouvoir un développement touristique durable dans le Massif du Jura	28 341 387	11 594 204	41%	37%	6	4 866 115	17%	1 788 934	15%	393 282	22%
	Sous-Total FEDER	781 991 332	387 878 929	50%	52%	181	282 381 377	36%	147 153 811	38%	29 284 874	20%
FSE+	PR4 : Développer l'orientation et l'offre de formation régionale	133 928 386	80 357 031	60%	57%	94	88 446 745	66%	50 073 294	62%	15 204 267	30%
	Sous-Total FSE+	133 928 386	80 357 031	60%	57%	94	88 446 745	66%	50 073 294	62%	15 204 267	30%
	TOTAL FEDER et FSE+	915 919 718	468 235 960	51%	53%	275	370 828 121	40%	197 227 105	42%	44 489 141	23%

(1) Lister si besoin les facteurs explicatifs mentionnés dans la méthodologie du cadre de performance qui impactent la réalisation des valeurs intermédiaires, révision des hypothèses initiales, explications liées au retard de programmation etc.

## 6. PROGRÈS DANS L'OBTENTION DES VALEURS INTERMÉDIAIRES

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Nom de l'indicateur	Unité de mesure	Valeur intermédiaire (2024)	Valeur cible 2029	Opérations sélectionnées 31/12/2024	Opération mise en œuvre 31/12/2024	Commentaires
1	RSO1.1	FEDER	En transition	RCO01	Entreprises bénéficiant d'un soutien (dont: micro, petites, moyennes, grandes)	entreprises	10,00	42,00	12,00	1,00	
1	RSO1.1	FEDER	En transition	RCO01a	dont: micro	entreprises				0,00	
1	RSO1.1	FEDER	En transition	RCO01b	dont: petit	entreprises				1,00	
1	RSO1.1	FEDER	En transition	RCO01c	dont: moyen	entreprises				0,00	
1	RSO1.1	FEDER	En transition	RCO01d	dont: large	entreprises				0,00	
1	RSO1.1	FEDER	En transition	RCO02	Entreprises soutenues au moyen de subventions	entreprises	5,00	27,00	12,00	1,00	
1	RSO1.1	FEDER	En transition	RCO03	Entreprises soutenues au moyen d'instruments financiers	entreprises	5,00	15,00	0,00	0,00	
1	RSO1.1	FEDER	En transition	RCO06	Chercheurs travaillant dans des centres de recherche bénéficiant d'un soutien	ETP annuels	30,00	178,00	753,00	0,00	Cette valeur prévisionnelle importante concerne notamment un projet qui vise des investissements à l'échelle de l'ensemble du centre de recherche et qui serviront à l'ensemble des chercheurs (soit 700). Pour le reste des opérations programmées et au vivier, la méthodologie initiale reste cohérente. A ce stade, il n'est donc pas envisagé de modifier cette cible.
1	RSO1.1	FEDER	En transition	RCO07	Organismes de recherche participant à des projets de recherche communs	Organismes de recherche	6,00	33,00	8,00	0,00	

## 6. PROGRÈS DANS L'OBTENTION DES VALEURS INTERMÉDIAIRES

1	RSO1.1	FEDER	En transition	RCO01	Entreprises bénéficiant d'un soutien (dont: micro, petites, moyennes, grandes)	entreprises	10,00	42,00	12,00	1,00	
1	RSO1.3	FEDER	En transition	RCO01	Entreprises bénéficiant d'un soutien (dont: micro, petites, moyennes, grandes)	entreprises	235,00	1 406,00	1 306,00	21,00	cet indicateur est notamment alimenté par l'opération d'importance stratégique portée par la région BFC "Oser en BFC" (outil d'ingénierie financière)
1	RSO1.3	FEDER	En transition	RCO01a	dont: micro	entreprises				0,00	
1	RSO1.3	FEDER	En transition	RCO01b	dont: petit	entreprises				16,00	
1	RSO1.3	FEDER	En transition	RCO01c	dont: moyen	entreprises				5,00	
1	RSO1.3	FEDER	En transition	RCO01d	dont: large	entreprises				0,00	
1	RSO1.3	FEDER	En transition	RCO02	Entreprises soutenues au moyen de subventions	entreprises	21,00	126,00	42,00	21,00	
1	RSO1.3	FEDER	En transition	RCO03	Entreprises soutenues au moyen d'instruments financiers	entreprises	214,00	1 280,00	1 265,00	0,00	

## 6. PROGRÈS DANS L'OBTENTION DES VALEURS INTERMÉDIAIRES

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Nom de l'indicateur	Unité de mesure	Valeur intermédiaire (2024)	Valeur cible 2029	Opérations sélectionnées 31/12/2024	Opération mise en œuvre 31/12/2024	Commentaires
2	RSO1.2	FEDER	En transition	RCO13	Valeur des services, produits et procédés numériques élaborés pour les entreprises	euros	1 200 000,00	7 200 000,00	4 204 528,00	884 507,00	
2	RSO1.2	FEDER	En transition	RCO14	Instituts publics bénéficiant d'un soutien pour l'élaboration de services, produits et processus numériques	institutions publiques	7,00	40,00	9,00	4,00	

## 6. PROGRÈS DANS L'OBTENTION DES VALEURS INTERMÉDIAIRES

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Nom de l'indicateur	Unité de mesure	Valeur intermédiaire (2024)	Valeur cible 2029	Opérations sélectionnées 31/12/2024	Opération mise en œuvre 31/12/2024	Commentaires
3	RSO2.1	FEDER	En transition	RCO18	Logements dont la performance énergétique a été améliorée	logements	0,00	7 300,00	2 476,00	62,00	
3	RSO2.1	FEDER	En transition	RCO19	Bâtiments publics dont la performance énergétique a été améliorée	mètres carrés	0,00	42 000,00	8 773,52	0,00	valeur modifiée suite à une correction apportée à un projet
3	RSO2.2	FEDER	En transition	RCO22	Capacité supplémentaire de production d'énergie à partir de sources renouvelables (dont: électricité, chaleur)	MW	0,00	14,00	11,47	0,00	aucune opération réalisée à ce jour
3	RSO2.2	FEDER	En transition	RCO22a	dont: électricité	MW				0,00	aucune opération réalisée à ce jour
3	RSO2.2	FEDER	En transition	RCO22b	dont: thermique	MW				0,00	aucune opération réalisée à ce jour
3	RSO2.7	FEDER	En transition	ISO1	Nombre de stratégies et de plans d'actions en faveur de la préservation des milieux et des espèces	Nombre de stratégies / plans d'actions	2,00	11,00	22,00	3,00	La valeur prévisionnelle est plus importante que la cible ; néanmoins la méthodologie initiale de fixation des cibles reste cohérente (projets plus nombreux)

## 6. PROGRÈS DANS L'OBTENTION DES VALEURS INTERMÉDIAIRES

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Nom de l'indicateur	Unité de mesure	Valeur intermédiaire (2024)	Valeur cible 2029	Opérations sélectionnées 31/12/2024	Opération mise en œuvre 31/12/2024	Commentaires
5	RSO5.1	FEDER	En transition	RCO26	Infrastructures vertes mises en place ou réaménagées en vue de l'adaptation au changement climatique	hectares	0,00	2,00	10,52	0,46	La valeur prévisionnelle plus importante que la cible peut s'expliquer par 2 opérations prévoyant un aménagement de près de 8 hectares.  Une vigilance est nécessaire quant à la prise en compte des valeurs prévisionnelles qui peuvent différer des valeurs réalisées selon les évolutions de projets.  Une clause de revoyure des enveloppes par territoire est prévue en 2026 l'autorité de gestion envisagera de revoir la cible à cette occasion
5	RSO5.1	FEDER	En transition	RCO74	Population couverte par des projets dans le cadre de stratégies de développement territorial intégré	personnes	1 396 278,00	1 396 278,00	1 160 067,00	410 778,00	
5	RSO5.1	FEDER	En transition	RCO75	Stratégies de développement territorial intégré bénéficiant d'un soutien	contributions aux stratégies	10,00	10,00	7,00	2,00	
5	RSO5.1	FEDER	En transition	RCO77	Nombre de sites culturels et touristiques bénéficiant d'un soutien	sites culturels et touristiques	1,00	3,00	0,00	0,00	
5	RSO5.2	FEDER	En transition	RCO58	Aménagement spécifique de pistes cyclables bénéficiant d'un soutien	km	4,00	26,00	3,00	0,00	
5	RSO5.2	FEDER	En transition	RCO74	Population couverte par des projets dans le cadre de stratégies de développement territorial intégré	personnes	47 140,00	282 300,00	265 652,00	0,00	
5	RSO5.2	FEDER	En transition	RCO75	Stratégies de développement territorial intégré bénéficiant d'un soutien	contributions aux stratégies	4,00	26,00	10,00	0,00	
5	RSO5.2	FEDER	En transition	RCO77	Nombre de sites culturels et touristiques bénéficiant d'un soutien	sites culturels et touristiques	2,00	13,00	2,00	0,00	



## 6. PROGRÈS DANS L'OBTENTION DES VALEURS INTERMÉDIAIRES

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Nom de l'indicateur	Unité de mesure	Valeur intermédiaire (2024)	Valeur cible 2029	Opérations sélectionnées 31/12/2024	Opération mise en œuvre 31/12/2024	Commentaires
6	RSO5.2	FEDER	En transition	RCO01	Entreprises bénéficiant d'un soutien (dont: micro, petites, moyennes, grandes)	entreprises	3,00	18,00	5,00	1,00	
6	RSO5.2	FEDER	En transition	RCO01a	dont: micro	entreprises				1,00	a noter ces sous indicateurs n'ont pas de cible
6	RSO5.2	FEDER	En transition	RCO01b	dont: petit	entreprises				0,00	
6	RSO5.2	FEDER	En transition	RCO01c	dont: moyen	entreprises				0,00	
6	RSO5.2	FEDER	En transition	RCO01d	dont: large	entreprises				0,00	
6	RSO5.2	FEDER	En transition	RCO02	Entreprises soutenues au moyen de subventions	entreprises	3,00	18,00	5,00	1,00	
6	RSO5.2	FEDER	En transition	RCO74	Population couverte par des projets dans le cadre de stratégies de développement territorial intégré	personnes	612 000,00	612 000,00	612 000,00	612 000,00	cet indicateur concernant la population du Massif du Jura, l'atteinte de la valeur est permise via 1 seul projet.
6	RSO5.2	FEDER	En transition	RCO75	Stratégies de développement territorial intégré bénéficiant d'un soutien	contributions aux stratégies	1,00	1,00	1,00	1,00	cet indicateur concernant la Stratégie du Massif du Jura, l'atteinte de la valeur est permise via 1 seul projet.
6	RSO5.2	FEDER	En transition	RCO77	Nombre de sites culturels et touristiques bénéficiant d'un soutien	sites culturels et touristiques	2,00	6,00	1,00	0,00	aucune opération réalisée à ce jour

(1) Lister si besoin les facteurs explicatifs mentionnés dans la méthodologie du cadre de performance qui impactent la réalisation des valeurs intermédiaires, révision des hypothèses initiales, explications liées au retard de programmation etc.

## 6. PROGRÈS DANS L'OBTENTION DES VALEURS INTERMÉDIAIRES

Priorité	Objectif spécifique	ID	Nom de l'indicateur	Unité de mesure	Valeur de référence dans le programme	Valeur cible (2029)					Commentaires
							Valeur de référence	Réalisations prévues	Valeur de référence	Réalisées	
1	RSO1.1	RCR01	Emplois créés dans des entités bénéficiant d'un soutien	ETP annuels	0,00	204,00	0,00	90,10	0,00	1,00	
1	RSO1.1	RCR02	Investissements privés complétant un soutien public (dont: subventions, instruments financiers)	euros	0,00	14 100 000,00	0,00	4 285 877,61	0,00	83 333,36	
1	RSO1.1	RCR02a	dont: subventions	euros					0,00	83 333,36	
1	RSO1.1	RCR02b	dont: instruments financiers	euros					0,00	0,00	
1	RSO1.1	RCR05	PME innovant en interne	entreprises	0,00	33,00	0,00	10,00	0,00	1,00	
1	RSO1.1	RCR19	Entreprises à chiffre d'affaires plus élevé	entreprises	0,00	25,00	0,00	6,00	0,00	0,00	
1	RSO1.3	RCR01	Emplois créés dans des entités bénéficiant d'un soutien	ETP annuels	0,00	453,00	0,00	116,00	0,00	29,30	
1	RSO1.3	RCR02	Investissements privés complétant un soutien public (dont: subventions, instruments financiers)	euros	0,00	244 000 000,00	0,00	28 705 966,31	0,00	14 953 498,23	
1	RSO1.3	RCR02a	dont: subventions	euros					0,00	14 953 498,23	
1	RSO1.3	RCR02b	dont: instruments financiers	euros					0,00	0,00	
1	RSO1.3	RCR19	Entreprises à chiffre d'affaires plus élevé	entreprises	0,00	95,00	0,00	42,00	0,00	19,00	

## 6. PROGRÈS DANS L'OBTENTION DES VALEURS INTERMÉDIAIRES

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	ID	Nom de l'indicateur	Unité de mesure	Valeur de référence dans le programme	Valeur cible (2029)	Opérations sélectionnées 31/12/2024		Opération mise en œuvre 31/12/2024		Commentaires
								Valeur de référence	Réalisations prévues	Valeur de référence	Réalisées	
2	RSO1.2	FEDER	RCR11	Utilisateurs de services, produits et procédés numériques publics, nouveaux et réaménagés	utilisateurs/an	0,00	40 000,00	0,00	3 373 084,00	0,00	3 006 320,00	Il est à noter que les valeurs réalisées et prévisionnelles sont supérieures à la cible à 2029 estimée à 40 000 utilisateurs, en raison de plusieurs projets ambitieux dont le projet de mise en place d'un dispositif billettique à l'échelle régionale sur le périmètre Bourgogne Franche-Comté porté par la région.
2	RSO1.2	FEDER	RCR12	Utilisateurs de produits, services ou applications numériques, nouveaux et réaménagés, élaborés par des entreprises	utilisateurs/an	0,00	8 540,00	0,00	220 200,00	0,00	53 705,00	La valeur prévisionnelle a été corrigée suite à la dernière remontée de données. Il est à noter que le prévisionnel est plus important que la cible dans la mesure où les 2 projets concernés, portés par le Bureau Interprofessionnel des vins de Bourgogne visent le développement de services à destination du grand public dépassant ainsi le périmètre des salariés de l'entreprise.

(1) Lister si besoin les facteurs explicatifs mentionnés dans la méthodologie du cadre de performance qui impactent la réalisation des valeurs intermédiaires, révision des hypothèses initiales, explications liées au retard de programmation etc.

## 6. PROGRÈS DANS L'OBTENTION DES VALEURS INTERMÉDIAIRES

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	ID	Nom de l'indicateur	Unité de mesure	Valeur de référence dans le programme	Valeur cible (2029)	Opérations sélectionnées 31/12/2024		Opération mise en œuvre 31/12/2024		Commentaires
								Valeur de référence	Réalisations prévues	Valeur de référence	Réalisées	
3	RSO2.1	FEDER	RCR26	Consommation annuelle d'énergie primaire (dont: logements, bâtiments publics, entreprises, autres)	MWh/an	159 330,00	40 000,00	25 167,98	11 839,48	229	92,00	
3	RSO2.1	FEDER	RCR26a	dont: logements	MWh/an					229	92,00	
3	RSO2.1	FEDER	RCR26b	dont: bâtiments publics	MWh/an					0,00	0,00	
3	RSO2.1	FEDER	RCR26c	dont: entreprises	MWh/an					0,00	0,00	
3	RSO2.1	FEDER	RCR26d	dont: autre	MWh/an					0,00	0,00	
3	RSO2.1	FEDER	RCR29	Émissions estimées de gaz à effet de serre	tonnes CO2(e)/an	24 165,00	9 666,00	5311,38	2385,04	28,00	20,00	
3	RSO2.2	FEDER	RCR32	Capacité opérationnelle supplémentaire installée pour l'énergie renouvelable	MW	0,00	13,00	0,00	9,90	0,00	0,00	
3	RSO2.7	FEDER	IRS01	Superficie d'espaces naturels bénéficiant de mesures renforcées de protection et de restauration	Hectares	0,00	5 312,00	0,00	280,56	0,00	71,19	

## 6. PROGRÈS DANS L'OBTENTION DES VALEURS INTERMÉDIAIRES

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	ID	Nom de l'indicateur	Unité de mesure	Valeur de référence dans le programme	Valeur cible (2029)	Opérations sélectionnées 31/12/2024		Opération mise en œuvre 31/12/2024		Commentaires
								Valeur de référence	Réalisations prévues	Valeur de référence	Réalisées	
5	RSO5.1	FEDER	IRS04	Population ayant accès à des services de transports durables améliorés	Nombre de personnes	0,00	460 772,00	0,00	186 554,00	0,00	34 634,00	
5	RSO5.1	FEDER	RCR77	Nombre de visiteurs de sites culturels et touristiques bénéficiant d'un soutien	visiteurs/an	390 000,00	429 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
5	RSO5.1	FEDER	RCR95	Population ayant accès à des infrastructures vertes nouvelles ou améliorées	personnes	0,00	139 628,00	0,00	76 974,00	0,00	10 000,00	
5	RSO5.2	FEDER	IRS04	Population ayant accès à des services de transports durables améliorés	Nombre de personnes	0,00	93 160,00	0,00	28 989,00	0,00	0,00	
5	RSO5.2	FEDER	RCR77	Nombre de visiteurs de sites culturels et touristiques bénéficiant d'un soutien	visiteurs/an	360 000,00	396 000,00	0,00	86 126,00	0,00	0,00	

## 6. PROGRÈS DANS L'OBTENTION DES VALEURS INTERMÉDIAIRES

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	ID	Nom de l'indicateur	Unité de mesure	Valeur de référence dans le programme	Valeur cible (2029)	Opérations sélectionnées 31/12/2024		Opération mise en œuvre 31/12/2024		Commentaires
								Valeur de référence	Réalisations prévues	Valeur de référence	Réalisées	
6	RSO5.2	FEDER	RCR02	Investissements privés complétant un soutien public (dont: subventions, instruments financiers)	euros	0,00	5 800 000,00	0,00	985 485,20	0,00	222 378,52	
6	RSO5.2	FEDER	RCR02a	dont: subventions	euros					0,00	222 378,52	
6	RSO5.2	FEDER	RCR02b	dont: instruments financiers	euros					0,00	0,00	
6	RSO5.2	FEDER	RCR77	Nombre de visiteurs de sites culturels et touristiques bénéficiant d'un soutien	visiteurs/an	180 000,00	198 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

## 6. PROGRÈS DANS L'OBTENTION DES VALEURS INTERMÉDIAIRES

ID	Nom de l'indicateur	Nombre d'entreprises net de soutien multiple par 31/12/2024	Commentaires
RCO01	Entreprises bénéficiant d'un soutien (dont: micro, petites, moyennes, grandes)	23	
RCO01a	dont: micro	1	
RCO01b	dont: petit	17	
RCO01c	dont: moyen	5	
RCO01d	dont: large	0	

(1) Lister si besoin les facteurs explicatifs mentionnés dans la méthodologie du cadre de performance qui impactent la réalisation des valeurs intermédiaires, révision des hypothèses initiales , explications liées au retard de programmation etc.

## 6. PROGRÈS DANS L'OBTENTION DES VALEURS INTERMÉDIAIRES

Priorité	Objectif spécifique	Fonds	Catégorie de région	ID	Nom de l'indicateur	Unité de mesure	Valeur intermédiaire (2024)	Valeur cible 2029 (ventilation par sexe facultative)				Valeurs obtenues à ce jour 31/12/2024				Taux de réalisation				Commentaires
								M	F	N	T	M	F	N	T	M	F	N	T	
4	ESO4.5	FSE+	En transition	IS02	Nombre de projets d'innovation pédagogique	Nombre de projets	20,00	0,00	0,00	0,00	60,00	0,00	0,00	0,00	0,00				0,0000	aucune opération programmée suite à l'appel à projet lancé en 2023; à noter que l'appel à projet a été transformé en fiche action validée par le comité de suivi lors de la consultation écrite de novembre 2024.
4	ESO4.5	FSE+	En transition	IS03	Nombre d'actions d'information en matière d'orientation réalisées	Nombre d'actions	22,00	0,00	0,00	0,00	65,00	0,00	0,00	0,00	379,00				5,8308	
4	ESO4.5	FSE+	En transition	IS04	Nombre de professionnels de l'orientation formés	Nombre de professionnels	1 100,00	0,00	0,00	0,00	3 250,00	0,00	0,00	0,00	238,00				0,0732	

(1) Lister si besoin les facteurs explicatifs mentionnés dans la méthodologie du cadre de performance qui impactent la réalisation des valeurs intermédiaires, révision des hypothèses initiales, explications liées au retard de programmation etc.



## PROGRÈS DANS L'OBTENTION DES VALEURS INTERMÉDIAIRES

Objectif spécifique	ID	Nom de l'indicateur	Unité de mesure	Valeur intermédiaire (2024)	Cibles	Valeurs obtenues à ce jour 31/12/2024					Commentaires
						T	M	F	N	T	
ESO4.7	EECO06+07	Enfants et jeunes	personnes	1 455,00	5 095,00	1 184,00		807,00	0,00	1 991,00	
ESO4.7	EECO01	Nombre total des participants	personnes	2 911,00	10 189,00	2 130,00		1 664,00	0,00	3 794,00	
ESO4.7	EECO02	Chômeurs, y compris les chômeurs de longue durée	personnes			2 130,00		1 664,00	0,00	3 794,00	Les opérations soutenues dans le cadre de cet objectif spécifique concernant les demandeurs d'emploi ; la totalité des participants est ainsi représentée sous cet indicateur.
ESO4.7	EECO03	Chômeurs de longue durée	personnes			873,00		627,00	0,00	1 500,00	
ESO4.7	EECO04	Personnes inactives	personnes			0,00		0,00	0,00	0,00	Les opérations soutenues dans le cadre de cet objectif spécifique concernent le public des demandeurs d'emploi et non le public d'inactifs.
ESO4.7	EECO05	Personnes exerçant un emploi, y compris les indépendants	personnes			0,00		0,00	0,00	0,00	Les opérations soutenues dans le cadre de cet objectif spécifique concernent le public des demandeurs d'emploi et non le public des actifs.
ESO4.7	EECO06	Enfants âgés de moins de 18 ans	personnes			141,00		112,00	0,00	253,00	
ESO4.7	EECO07	Jeunes âgés de 18 à 29 ans	personnes			1 043,00		695,00	0,00	1 738,00	
ESO4.7	EECO08	Participants de 55 ans et plus	personnes			97,00		69,00	0,00	166,00	
ESO4.7	EECO09	Participants titulaires d'un diplôme du premier cycle de l'enseignement secondaire ou inférieur	personnes	466,00	1 630,00	483,00		416,00	0,00	899,00	
ESO4.7	EECO10	Participants titulaires d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement post-secondaire non supérieur	personnes			1 406,00		1 001,00	0,00	2 407,00	

## 6. PROGRÈS DANS L'OBTENTION DES VALEURS INTERMÉDIAIRES

Objectif spécifique	ID	Nom de l'indicateur	Unité de mesure	Valeurs obtenues à ce jour 31/12/2024				Commentaires
				M	F	N	T	
ESO4.7	EECO11	Participants titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur	personnes	241,00	247,00	0,00	488,00	
ESO4.7	EECO12	Participants handicapés	personnes	239,00	205,00	0,00	444,00	
ESO4.7	EECO13	Ressortissants de pays tiers	personnes	105,00	78,00	0,00	183,00	
ESO4.7	EECO14	Participants d'origine étrangère	personnes	346,00	252,00	0,00	598,00	
ESO4.7	EECO15	Minorités (y compris les communautés marginalisées telles que les Roms)	personnes	0,00	0,00	0,00	0,00	cette donnée "discriminante" n'a pas été retenue pour la France
ESO4.7	EECO16	Personnes sans domicile fixe ou confrontées à l'exclusion de leur logement	personnes	22,00	15,00	0,00	37,00	
ESO4.7	EECO17	Participants venant de zones rurales	personnes	27,00	29,00	0,00	56,00	
ESO4.7	EECO18	Nombre d'administrations ou de services publics bénéficiant d'un soutien	entités				1,00	il s'agit de la Région BFC dans le cadre des actions de formation à destination des demandeurs d'emploi.
ESO4.7	EECO19	Nombre de micro-, petites et moyennes entreprises bénéficiant d'un soutien	entreprises				5,00	Il s'agit des écoles de la deuxième chance (association d'utilité publique) et des ligues de l'enseignement pour lesquelles les données réalisées sont remontées.

## 6. PROGRÈS DANS L'OBTENTION DES VALEURS INTERMÉDIAIRES

ID / Priorité / OS	Nom de l'indicateur	Unité de mesure de l'indicateur	Valeur cible 2029 (ventilation par sexe facultative)				Valeurs obtenues à ce jour 31/12/2024				Commentaires
			M	F	N	T	M	F	N	T	
EECR01 Priorité IV – OS 4.5	Participants engagés dans la recherche d'un emploi au terme de leur participation	personnes					0,00	0,00	0,00	0,00	Comme indiqué dans le tableau 6 aucune donnée participants n'est recueillie dans le cadre des opérations soutenues dans le cadre de l'OS 4.5.
ISR02	Pourcentage d'élèves du territoire ayant bénéficié de projets d'innovation pédagogique	Pourcentage (N)	0,00	0,00	0,00	10,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
ISR03	Nombre de personnes ayant bénéficié des actions d'information en matière d'orientation	Nombre de personnes (N)	0,00	0,00	0,00	24 700,00	0,00	0,00	0,00	12 250,00	

(1) Lister si besoin les facteurs explicatifs mentionnés dans la méthodologie du cadre de performance qui impactent la réalisation des valeurs intermédiaires, révision des hypothèses initiales, explications liées au retard de programmation etc.

## 6. PROGRÈS DANS L'OBTENTION DES VALEURS INTERMÉDIAIRES

ID	Nom de l'indicateur	Unité de mesure de l'indicateur	Valeur cible 2029 (ventilation par sexe facultative)				Valeurs obtenues à ce jour 31/12/2024				Commentaires
			M	F	N	T	M	F	N	T	
EECR01 Priorité IV – OS 4.7	Participants engagés dans la recherche d'un emploi au terme de leur participation	personnes					0,00	0,00	0,00	0,00	aucun inactif en entrée en formation
EECR02	Participants suivant un enseignement ou une formation au terme de leur participation	personnes					188,00	227,00	0,00	415,00	
EECR03	Participants obtenant une qualification au terme de leur participation	personnes (N)			0,00	5 502,00	1 240,00	988,00	0,00	2 228,00	
EECR04	Personnes exerçant un emploi au terme de leur participation	personnes					784	607,00	0,00	1 391	
EECR05	Participants exerçant un emploi six mois après la fin de leur participation	personnes					556,00	445,00	0,00	1 001,00	
EECR06	Participants jouissant d'une meilleure situation sur le marché du travail six mois après la fin de leur participation	personnes					0,00	0,00	0,00	0,00	aucune personne en emploi en entrée en formation

8. ÉVALUATION DES RESULTATS,  
PROPOSITION D'AFFECTATION  
DÉFINITIVE DU MONTANT DE LA  
FLEXIBILITÉ, PRISE EN COMPTE  
DE STEP ET PROCÉDURES À  
APPLIQUER  
ARTICLE 18(3) ET 18(4)

## 8. ÉVALUATION DES RÉSULTATS , PROPOSITION D'AFFECTATION DÉFINITIVE DU MONTANT DE LA FLEXIBILITÉ, PRISE EN COMPTE DE STEP ET PROCÉDURES A APPLIQUER

# RAPPEL RÉGLEMENTAIRE

### Art.86.1 :

« Pour les programmes au titre de l'objectif «Investissement pour l'emploi et la croissance», un montant correspondant à 50 % de la contribution pour les années 2026 et 2027 (ci-après dénommé «montant de la flexibilité») par programme dans chaque État membre est retenu et n'est définitivement alloué au programme qu'après l'adoption de la décision de la Commission faisant suite à l'examen à mi-parcours conformément à l'article 18. »

### Cadre d'application :

- Le montant de la flexibilité représente environ 15% de la dotation totale des programmes.
- Les États membres doivent soumettre au plus tard le 31/03/2025 :
  - Une évaluation pour chaque programme sur les résultats de l'examen à mi-parcours ;
  - Une proposition d'allocation définitive du montant de la flexibilité ;
  - Si nécessaire, soumettre des programmes modifiés ;
  - Si l'examen à mi-parcours conclut qu'aucune modification n'est nécessaire, la Commission peut confirmer cela ou demander aux États membres de soumettre une demande formelle de modification de programme conformément à l'article 24.4 du RPDC (décision d'approbation de la Commission).

## 8. ÉVALUATION DES RÉSULTATS , PROPOSITION D'AFFECTATION DÉFINITIVE DU MONTANT DE LA FLEXIBILITÉ, PRISE EN COMPTE DE STEP ET PROCÉDURES A APPLIQUER

# INCIDENCE SUR LES MODIFICATIONS NON SUBSTANTIELLES

### Art.24.5 :

« Pour les programmes soutenus par le FEDER, le FSE+, le Fonds de cohésion et le FTJ, l'État membre peut transférer, au cours de la période de programmation, un montant pouvant représenter jusqu'à 8 % de la dotation initiale d'une priorité et ne dépassant pas 4 % du budget du programme vers une autre priorité du même Fonds soutenant le même programme. Pour les programmes soutenus par le FEDER, le FSE+ et le FTJ, le transfert ne concerne que les dotations relatives à la même catégorie de région.

[...]

Ces transferts n'affectent pas les années précédentes. Les transferts et changements correspondants sont considérés comme n'étant pas substantiels et ne nécessitent pas une décision de la Commission portant approbation de la modification du programme. [...] »

### Point de vigilance :

- Le montant de la flexibilité est réparti proportionnellement sur l'ensemble des priorités pour la plupart des programmes.
- Il est considéré comme inclus dans la dotation initiale des priorités (règle de validation 215 sur SFC2021) et pris en compte pour le pourcentage limite de 8% utilisé pour les modifications non substantielles ne nécessitant pas une décision de la Commission.
- Conséquences sur la stratégie de mise en œuvre du programme :
  - L'affectation définitive du montant de la flexibilité, en cas de transferts entre priorités, peut avoir pour conséquence de limiter les possibilités futures de réaliser des modifications non substantielles du programme.
  - En cas de transferts « mineurs » entre priorités, une modification non substantielle en dehors du cadre de l'examen à mi-parcours pourrait représenter un allègement de la charge administrative.

## 8. ÉVALUATION DES RÉSULTATS , PROPOSITION D'AFFECTATION DÉFINITIVE DU MONTANT DE LA FLEXIBILITÉ, PRISE EN COMPTE DE STEP ET PROCÉDURES A APPLIQUER

# PROPOSITION D'AFFECTATION DÉFINITIVE DU MONTANT DE LA FLEXIBILITÉ

Priorité	Fonds	maquette UE <u>avec</u> flexibilité	Montant de la flexibilité à <u>affecter</u>
1 (OS 1.1, OS 1.3)	FEDER	135 789 740,00	20 369 863,00
2 (OS 1.2)	FEDER	27 111 107,00	4 066 946,00
3 (OS 2.1, 2.2, 2.7)	FEDER	117 361 132,00	17 605 382,00
4 (OS 4.5, OS 4.7)	FSE+	80 357 031,00	12 053 873,00
5 (OS 5.1, 5.2)	FEDER	96 022 746,00	14 404 403,00
6 (OS 5.2)	FEDER	11 594 204,00	1 739 251,00
	<b>Total FEDER</b>	<b>387 878 929,00</b>	<b>58 185 845,00</b>
	<b>FEDER/FSE+</b>	<b>468 235 960,00</b>	<b>70 239 718,00</b>



## 8. ÉVALUATION DES RÉSULTATS , PROPOSITION D'AFFECTATION DÉFINITIVE DU MONTANT DE LA FLEXIBILITÉ, PRISE EN COMPTE DE STEP ET PROCÉDURES A APPLIQUER

# PROCÉDURE A APPLIQUER AU REGARD DES RÉSULTATS DE L'ÉVALUATION ET CALENDRIER PRÉVISIONNEL DE SOUMISSION

Programme	Procédure 1 - article 18(4) : confirmation montant flexibilité <u>sans modification</u> de programme	Procédure 2 - article 18 (3) : confirmation montant flexibilité <u>avec modification</u> de programme	Date prévisionnelle de soumission via SFC
BOURGOGNE- FRANCHE-COMTE		X	18 Mars 2025